



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 000016 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 13 OCT 2026 POUR LA SELECTION DE CABINETS D'ETUDES EN VUE DE L'ELABORATION DES OUTILS D'INSTITUTIONNALISATION DE LA BUDGETISATION SENSIBLE A L'EMPLOI, DES ETUDES SUR L'EVOLUTION DES QUALIFICATIONS ET DE LA MAIN D'ŒUVRE SUR LE MARCHE DU TRAVAIL ET DES METIERS PORTEURS A L'HORIZON 2030 (TROIS LOTS). EN PROCEDURE D'URGENCE.

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la sélection de Cabinets d'études en vue de l'élaboration des outils d'institutionnalisation de la budgétisation sensible à l'emploi, des études sur l'évolution des qualifications et de la main d'œuvre sur le marché du travail et des métiers porteurs à l'horizon 2030 (trois lots). En procédure d'urgence.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, réparties en trois (03) lots distincts, comprennent notamment :

- ✚ **Lot 1 : Étude sur l'évolution de la main-d'œuvre à l'horizon 2035.** L'étude devra :
 - Analyser les mutations structurelles de l'offre et de la demande de main-d'œuvre au Cameroun dans les trois secteurs ciblés ;
 - Analyser les besoins du marché en compétences et en qualifications des entreprises de ces secteurs ;
 - Évaluer l'évolution quantitative et qualitative de la population active de ces secteurs sur la dernière décennie ;
 - Mesurer le taux de sous-emploi et analyser la précarité dans les formes atypiques d'emploi, en particulier chez les femmes et les jeunes.
 - Analyser l'adéquation des curricula de formation professionnelle par rapport aux exigences des entreprises de ces secteurs ;
 - Identifier et évaluer les gaps entre les compétences des diplômés et les besoins exprimés par le patronat et le secteur productif ;
 - Analyser l'impact de la formation professionnelle (centres publics et privés) sur l'employabilité des jeunes ;
 - Formuler des recommandations opérationnelles pour orienter et adapter les politiques publiques et l'offre de formation technique et professionnelle (EFTP).
- ✚ **Lot 2 : Étude sur les métiers porteurs à l'horizon 2030.** L'étude devra :
 - Analyser les besoins du marché en compétences et en qualifications des entreprises et des secteurs prioritaires ;
 - Déterminer les métiers porteurs qui sont en demande et qui offrent des perspectives d'emploi intéressantes dans les secteurs prioritaires ;
 - Evaluer et projeter les opportunités d'emplois à créer par secteurs et métiers porteurs ;
 - Faire une cartographie des métiers porteurs des filières prioritaires incluant les secteurs, les compétences requises et les opportunités d'emploi disponible ;
 - Identifier les gaps de compétences et des besoins en formation pour les secteurs et métiers porteurs ;
 - Evaluer l'impact des NTIC et de l'intelligence artificielle sur ces métiers ;
 - Formuler des recommandations pour les décideurs politiques, les entreprises et les individus ;
 - Elaborer une stratégie pour promouvoir les secteurs et métiers porteurs et créer des emplois décents et durables ;
 - Évaluer les écarts entre les compétences enseignées et celles requises par le marché.

✚ **Lot 3 : : Étude sur l'élaboration des outils d'institutionnalisation de la budgétisation sensible à l'emploi.** L'étude devra :

- Procéder à l'état des lieux des différentes politiques, outils et actions relatives à la budgétisation sensible à l'emploi ;
- Analyser les défis actuels du marché du travail et les opportunités de création d'emplois via les dépenses publiques ;
- Cartographier les dépenses publiques liées à l'emploi ;
- Élaborer/énumérer les critères d'évaluation de la sensibilité des politiques budgets à l'emploi ;
- Elaborer le marqueur emploi (algorithme d'appréciation de la sensibilité emploi dans le processus budgétaire ;
- Elaborer le guide d'utilisation du marqueur emploi (programme, activité tâche) ;
- Organiser une session de capacitation des responsables du MINEFOP à la maîtrise du marqueur emploi.

NB : (Un soumissionnaire peut postuler pour les trois lots et peut en être attributaire à condition de présenter des personnels clés entièrement distinctes pour chaque lot).

1.3 ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres comprend deux (02) lots à savoir :

- Lot 1 : Étude sur l'évolution de la main-d'œuvre à l'horizon 2035 ;
- Lot 2 : Étude sur les métiers porteurs à l'horizon 2030 ;
- Lot 3 : Étude sur l'élaboration des outils d'institutionnalisation de la budgétisation sensible à l'emploi.

1.4 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel global de cette opération, établi à la suite des études de maturation, s'élève à la somme de quatre-vingt-treize millions cinq cent mille (93 500 000) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC), répartie ainsi qu'il suit :

- Lot 1 : 46 750 000 FCFA (quarante-six millions sept cent cinquante mille francs CFA) ;
- Lot 2 : 25 500 000 FCFA (vingt-cinq millions cinq cent mille francs CFA) ;
- Lot 3 : 21 250 000 FCFA (vingt et un millions deux cent cinquante mille francs CFA).

1.5 DELAIS PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations **de chaque lot est fixé à trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.**

1.6 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Cabinets d'études de droit camerounais, installés au Cameroun, disposant d'une expérience avérée dans la réalisation d'études et missions portant notamment sur l'analyse du marché du travail, la prospective des emplois, des métiers, des qualifications et des compétences, les politiques et stratégies de promotion de l'emploi, la planification stratégique, la budgétisation sensible à l'emploi, ainsi que l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques.

1.7 FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget de fonctionnement (BF) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Exercice Budgétaire 2026, sous les lignes d'imputations budgétaires suivantes :

- Lot 1 : 60 35 360 3 32000002 0412 361312
- Lot 2 : 60 35 360 3 32000001 0412 361312
- Lot 3 : 60 35 360 3 32000001 0412 361312.

- Lot 1 : 60 35 360 3 32000002 0412 361312
- Lot 2 : 60 35 360 3 32000001 0412 361312
- Lot 3 : 60 35 360 3 32000001 0412 361312.

1.8 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**.

1.9 CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire, pour chacun des lots auxquels il soumissionne, doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission** acquitté à la main, d'un montant de quatre cent soixante-cinq mille cinq cents (465 500) francs CFA pour le lot 1, de deux cent cinquante-cinq mille (255 000) francs CFA pour le lot 2 et deux cent douze mille deux cent cinquante (212 250) francs CFA pour le lot 3, établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics. Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité d'un cautionnement de soumission au dépouillement des offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre, sans recours.

1.10 CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06 et la version électronique, sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicscontracts.cm> dès publication du présent avis.

1.11 ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable du DAO de cent milles (100 000) francs CFA payable au Trésor Public ; ce sur présentation de la quittance de paiement.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

1.12 REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 03 août 2026 à **12 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

« **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 000016/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 13 OCT 2026 POUR LA SÉLECTION DE CABINETS D'ÉTUDES EN VUE DE L'ÉLABORATION DES OUTILS D'INSTITUTIONALISATION DE LA BUDGETISATION SENSIBLE A L'EMPLOI, DES ÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION DES QUALIFICATIONS ET DE LA MAIN D'ŒUVRE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES MÉTIERS PORTEURS A L'HORIZON 2030 (TROIS LOTS)** »

LOT N° : _____.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.13 RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents séparés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les dossiers portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les dossiers non-conformes au mode de soumission

Tout dossier incomplet conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclaré irrecevable. L'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou celle du récépissé de consignation délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

1.14 OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des dossiers se fera en un temps et aura lieu le 05 10 2026 à 13 heures précises dans la salle de réunion du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès dudit Ministère.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandaté peuvent assister à cette séance d'ouverture.

L'ouverture des offres financières se fera après l'évaluation technique et ne concerne que les soumissionnaires ayant obtenu une note technique égale ou supérieur au seuil de qualification.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des dossiers après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

1.15 CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission accompagné du récépissé de dépôt délivré par la CDEC à l'ouverture des dossiers ;
2. Non-conformité ou absence d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
3. Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. Non-respect du format de fichier des offres ;
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années et de non exclusion annuellement établi par le MINMAP ;
6. Note technique inférieure à 75% de l'ensemble des critères essentiels d'évaluation ;
7. Absence de capacité financière d'au moins trente pour cent (30%) du coût prévisionnel des prestations pour chaque lot ;
8. Absence d'un élément de l'offre financière ;
9. Omission d'un prix unitaire quantifié dans les bordereaux des prix unitaires ;
10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
12. Absence ou non-conformité du profil du chef de mission pour chaque lot ;
13. Absence de la charte d'intégrité datée et signée
14. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales.

CRITERES ESSENTIELS

1. Références du soumissionnaire dans le domaine ;
2. Conformité des caractéristiques techniques ;
3. La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Qualification et compétence des experts ;
5. Le matériel nécessaire (le cas échéant) ;
6. Preuve d'acceptation du Marché (CCAP et Méthodologie et profils des experts, cachetés, datés à chaque page et signés avec la mention « lu et approuvé » ;
7. Présentation générale de l'offre.

1.16 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre-Commande de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante après combinaison des notes techniques et financières.

1.17 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, **Tel : 222 200 339 / 222 204 581** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

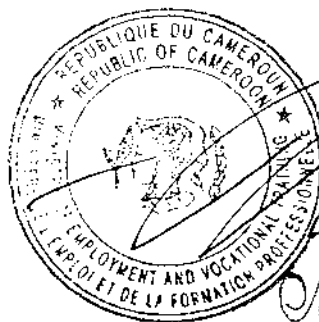
1.19 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, le 13 OCT 2025

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.J

Mounouna Foutou



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 4016/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 OF 13 OCT 2026
FOR THE SELECTION OF CONSULTING FIRMS TO DEVELOP TOOLS FOR THE
INSTITUTIONALIZATION OF EMPLOYMENT-SENSITIVE BUDGETING, CONDUCT STUDIES ON
THE EVOLUTION OF SKILLS AND THE LABOUR FORCE IN THE LABOUR MARKET, AND IDENTIFY
HIGH-POTENTIAL OCCUPATIONS TOWARDS 2030 (THREE BACHES).

1.20 PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Employment and Vocational Training, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the selection of consulting firms to develop tools for the institutionalization of employment-sensitive budgeting, conduct studies on the evolution of qualifications and the labour force in the labour market, and identify high-potential occupations towards 2030 (three lots). (Three baches).

1.21 SCOPE OF SERVICES

The services, divided into three (03) distinct lots, shall include, inter alia:

Bach 1: Study on the evolution of the labour force towards 2035. The study shall:

- Analyse the structural changes in labour supply and demand in Cameroon in the three targeted sectors;
- Analyse the market needs in terms of skills and qualifications of enterprises in these sectors;
- Assess the quantitative and qualitative evolution of the active population in these sectors over the past decade;
- Measure the underemployment rate and analyse precariousness in atypical forms of employment, particularly among women and young people;
- Analyse the adequacy of vocational training curricula in relation to the requirements of enterprises in these sectors;
- Identify and assess the skills gaps between graduates' competencies and the needs expressed by employers' organisations and the productive sector;
- Analyse the impact of vocational training (public and private centres) on the employability of young people;
- Formulate operational recommendations to guide and adapt public policies and the technical and vocational education and training (TVET) offer.

Bach 2: Study on high-potential occupations towards 2030. The study shall:

- Analyse the market needs in terms of skills and qualifications of enterprises and priority sectors;
- Determine the high-potential occupations that are in demand and offer promising employment prospects in the priority sectors;
- Assess and project employment opportunities to be created by sector and high-potential occupation;
- Develop a mapping of high-potential occupations in the priority sectors, including the sectors concerned, required skills and available employment opportunities;
- Identify skills gaps and training needs for high-potential sectors and occupations;
- Assess the impact of ICTs and artificial intelligence on these occupations;
- Formulate recommendations for policymakers, enterprises and individuals;
- Develop a strategy to promote high-potential sectors and occupations and create decent and sustainable jobs;

- Formulate recommendations for adapting technical and vocational education and training (TVET) curricula.

Bach 3: Study on the Development of Tools for the Institutionalization of Employment-Sensitive Budgeting. The study shall:

- Conduct a review of the various policies, tools and actions relating to employment-sensitive budgeting;
- Analyse current labour market challenges and opportunities for job creation through public expenditure;
- Map public expenditure related to employment;
- Develop/list criteria for assessing the employment sensitivity of budget policies;
- Develop an **employment marker** (an algorithm for assessing employment sensitivity in the budget process);
- Develop a user guide for the employment marker (programme, activity, task);
- Organise a capacity-building session for MINEFOP officials on the use of the employment marker.

NB: A bidder may apply for all three lots and may be awarded all three lots, provided that it proposes **entirely separate key personnel for each bach.**

1.22 ALLOTMENT

This Invitation to Tender comprises three (03) lots, namely:

- **Bach 1: Study on the evolution of the labour force towards 2035;**
- **Bach 2: Study on high-potential occupations towards 2030;**
- **Bach 3: Study on the Development of Tools for the Institutionalization of Employment-Sensitive Budgeting.**

1.23 ESTIMATED COST

The overall estimated cost of this operation, established following the maturation studies, amounts to ninety-three million five hundred thousand (93,500,000) CFA francs, inclusive of all taxes (VAT inclusive), broken down as follows:

- **Bach 1: 46,750,000 CFA francs (forty-six million seven hundred and fifty thousand CFA francs);**
- **Bach 2: 25,500,000 CFA francs (twenty-five million five hundred thousand CFA francs);**
- **Bach 3: 21,250,000 CFA francs (twenty-one million two hundred and fifty thousand CFA francs).**

1.24 ESTIMATED DELIVERY DEADLINE

The maximum execution deadline provided by the Contracting Authority for the performance of services for each lot is set at **three (03) months** from the date of notification of the Service Order to start the services.

1.25 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to Cameroonian consulting firms established in Cameroon, with proven experience in conducting studies and assignments relating in particular to labour market analysis, employment, occupations, qualifications and skills forecasting, employment promotion policies and strategies, strategic planning, employment-sensitive budgeting, as well as the integration of the gender dimension into public policies.

1.26 FINANCING

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by the **Functioning Budget (FB) of the Ministry of Employment and Vocational Training, 2026 Financial Year**, under the following budget appropriation lines:

- **Bach 1 :** 60 35 360 3 32000002 0412 361312
- **Bach 2 :** 60 35 360 3 32000001 0412 361312
- **Bach 3 :** 60 35 360 3 32000001 0412 361312.

1.27 SUBMISSION METHOD

The method of submission chosen for this consultation shall be **exclusively online**.

1.28 BID BOND

Each bidder, for each lot they are bidding for, must include in their administrative documents a hand-paid bid bond amounting to **bid security, duly hand-paid, in the amount of four hundred and sixty-five thousand five hundred (465,500) CFA francs for Lot 1, two hundred and fifty-five thousand (255,000) CFA francs for Lot 2, and two hundred and twelve thousand two hundred and fifty (212,250) CFA francs for Lot 3**, established by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon, in accordance with the terms of Circular Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB OF 23 July 2025 relating to the procedures for the establishment, deposit, retention, withdrawal, return and realisation of bid bonds in public contracts. This bid bond must be accompanied by the receipt of deposit issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence or non-compliance of a bid bond at the tender opening will result in the outright rejection of the offer without any request.

1.29 CONSULTATION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) may be consulted during working hours at the **Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06**, and the electronic version is available on the Cameroon Online E-procurement System (COLEPS) platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publicscontracts.cm> upon publication of this notice.

1.30 ACQUISITION OF THE INVITATION TO TENDER DOSSIER

The physical version of the Invitation to Tender Dossier (ITT Dossier) can be obtained during working hours at the **Directorate of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located in Nlongkak-Yaoundé, Tel. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax: 222 20 28 06**, upon publication of this notice, **against payment of one hundred thousand (100,000) CFA francs payable to the Public Treasury**; upon presentation of the payment receipt.

It is also possible to obtain the ITT Dossier by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the ITT Dossier purchase fee.

1.31 SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English. Each bid, drafted in French or English, must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 05 DEC 2025 at **12:00 a.m. precise**. A backup copy of the bid saved on a USB flash drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", together with the physical version of the bid security accompanied by the receipt issued by the CDEC, in addition to the wording indicated below, within the prescribed deadline.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER 060016 **AONO/MINEFOP/CIPM/2025**
OF 200000000 **FOR THE SELECTION OF CONSULTING FIRMS TO DEVELOP TOOLS FOR THE**
INSTITUTIONALIZATION OF EMPLOYMENT-SENSITIVE BUDGETING, CONDUCT STUDIES ON

THE EVOLUTION OF SKILLS AND THE LABOUR FORCE IN THE LABOUR MARKET, AND IDENTIFY HIGH-POTENTIAL OCCUPATIONS TOWARDS 2030 (THREE BACHES)."

LOT NO.: _____

"TO BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION."

FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall ensure they use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

1.32 ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing indications of the identity of the bidders;
- Envelopes received after the deadline dates and times for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not conform to the submission method;
- Non-compliance with the number of copies indicated in the ITT Regulations or offer only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Invitation to Tender Dossier will be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a first-class financial institution approved by the Minister of Finance or that of the consignment receipt issued by the CDEC will result in the outright rejection of the bid without any recourse.

1.33 BID OPENING

The opening of bids shall be done in one phase and shall take place on 05 APR 2026 at 13:00 p.m. prompt in the meeting room of the Ministry of Employment and Vocational Training, by the Internal Tenders Board of the said Ministry.

Only bidders or their duly mandated representatives may attend this opening session.

The opening of the financial proposals shall take place after the technical evaluation and shall only concern bidders who have obtained a technical score equal to or above the qualifying threshold.

Under pain of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). They must be less than three (03) months old as from the original date of submission of bids or must have been established after the date of signature of this Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the opening session, the bidder shall be granted a statutory 48-hour deadline by the Board to regularize the document, failing which the bid shall be rejected.

1.34 EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

1. Absence or non-compliance of the bid bond accompanied by the lodgment receipt issued by the CDEC at the opening of the bids;
2. Non-compliance or absence of an administrative document after exhaustion of the statutory 48-hour moratorium;
3. False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
4. Non-compliance with the bid file format;
5. Absence of a sworn statement of non-abandonment of a public contract during the last three years and of non-exclusion yearly established by Publics Tendres Ministry;
6. Technical score below 75% of all the essential evaluation criteria;
7. Absence of financial capacity of at least 30% of the estimated cost of the services for each lot;
8. Absence of any element of the Financial Offer;
9. Omission of a quantified unit price in the schedule of unit prices;
10. Absence of the dated and signed Integrity Pact;
11. Absence of the dated and signed commitment declaration to comply with environmental and social clauses;
12. Absence or non-compliance with the required profile of the Team Leader for each lot;
13. Absence of a dated and signed Integrity Charter;
14. Absence of the Declaration of Commitment to comply with environmental requirements.

ESSENTIAL CRITERIA

1. References of the bidder in the field;
2. Compliance of technical characteristics;
3. Proposed methodology in adequacy with the TOR;
4. Qualification and competence of experts;
5. Necessary equipment (where applicable);
6. Proof of acceptance of the Contract (CCAP, Methodology, and profiles of experts, stamped, dated on each page, and signed with the handwritten mention "read and approved");
7. General presentation of the bid.

1.35 AWARD OF THE CONTRACT

The Contracting Authority shall award the Jobbing Order to the bidder whose bid has been judged essentially compliant with the Tender File, who possesses the technical and financial capacities required to satisfactorily execute the Jobbing Order, and whose financial offer has been evaluated as the lowest bidder, after combining the technical and financial scores.

1.36 PERIOD OF VALIDITY OF BIDS

Bidders remain bound by their bids for a period of **ninety (90) days** from the deadline date set for the submission of bids.

1.37 ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information can be obtained in the premises indicated above, from the Director of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 200 339 / 222 204 581 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

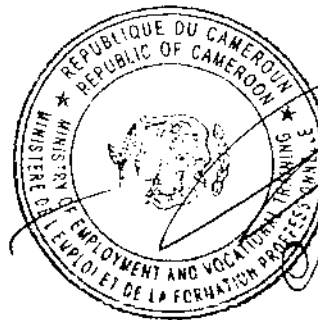
1.38 FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

For any report of corruption or acts of malpractice, please call the Ministry in charge of Public Procurement or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé, the 13 OCT 2026

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication and archiving);
- Chairman CIPM (for information);
- Contracts Service (for archiving);
- Notice Board.



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounouma Foutou